

## Communiqué de presse

Genève, le 26 mai 2026

# ENSEIGNANT·ES « NON ESSENTIEL·LES » : LA SPG DÉNONCE LE MÉPRIS DU DÉPARTEMENT

La Société pédagogique genevoise (SPG) dénonce la décision du Conseil d'État et du Département de l'instruction publique de refuser tout accès prioritaire au personnel enseignant et éducatif frontalier durant la période du G7.

Dans sa réponse à la SPG, la Direction générale affirme que les enseignant·es ne font pas partie des « personnels essentiels » pouvant bénéficier d'un macaron facilitant le passage des frontières. Pourtant, les écoles resteront ouvertes et le personnel est sommé de « prendre toutes les dispositions nécessaires » pour garantir les prestations face aux élèves.

Cette contradiction est inacceptable.

Pendant la pandémie, les enseignant·es ont assuré la continuité de l'école publique sans reconnaissance réelle des risques encourus. Lors des grèves, le personnel peut être réquisitionné pour encadrer le service d'accueil. Aujourd'hui encore, l'État exige que l'école fonctionne coûte que coûte, mais refuse de reconnaître concrètement celles et ceux qui la font vivre.

Le message envoyé au personnel est clair : l'enseignement serait suffisamment « essentiel » pour exiger des sacrifices permanents, mais jamais assez pour donner aux employé·es les moyens matériels de travailler dans des conditions dignes.

La SPG s'inquiète également du mépris implicite contenu dans cette décision. Demander au personnel frontalier d'anticiper plusieurs heures d'attente, voire de dormir à Genève pour pouvoir travailler, revient à considérer comme normal que les enseignant·es mettent leur vie familiale entre parenthèses pour compenser des décisions prises sans eux·elles.

Cette logique touche particulièrement les métiers du *care* — éducation, soin, accompagnement — historiquement féminisés et régulièrement confrontés à des attentes de dévouement et de disponibilité sans limite. Parce qu'on présente encore trop souvent l'enseignement comme une vocation plutôt qu'un travail, les sacrifices demandés au personnel deviennent invisibles et banalisés.

La SPG partage pleinement la volonté de maintenir l'école publique ouverte durant cette période exceptionnelle. Mais si l'école est considérée comme essentielle, alors le personnel qui la fait vivre au quotidien doit, lui aussi, être considéré comme essentiel.

*Pour la SPG : Francesca Marchesini, présidente*